**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
CENTRE DE GESTION DU JURA**

3 rue Victor Bérard – CS 50086
39303 CHAMPAGNOLE CEDEX
Tél. 03.84.53.06.39

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

21 mars 2019

DELIBERATION N°9

Objet : <i>Bilan et extension du service déontologie</i>	Nombre de membres en exercice	20
	Nombre de membres présents	13
	Nombre de membres ayant donné pouvoir	0
	Nombre de membres votants	13
	Date de la convocation : 28 février 2019	

PRESENTS : Messieurs Clément PERNOT, Président, Bernard AMIENS, Madame Arielle BAILLY, Monsieur Gérard FERNOUX-COUTENET, Madame Sandrine GAUTHIER PACOUD, Monsieur Denis JEUNET, Madame Jacqueline LAROCHE, Messieurs Félix MACARD, Denis RENAUD, Maurice HOFMANN, Mesdames Françoise VESPA, Françoise ROBERT, Audrenne BEDEAU suppléante de M. Gilles BEDER.

EXCUSES : Messieurs Gilles BEDER, Dominique BONNET, Madame Evelyne COMTE, Monsieur Claude GIRAUD et Mesdames Florence GROS FUAND, Christiane MAUGAIN, Messieurs Alain PANSERI, Alain PASSOT.

Assistaient également à titre consultatif Mme Laetitia GUYON, Directeur du Centre de Gestion, Mme Véronique DELACROIX, directrice adjointe, Mme Sylvie GAUTROT, Comptable Public, Madame Agnès ARNOULD, chargée des relations et de la communication.

Le Président rappelle que depuis 2018, les Centres de Gestion doivent assurer une nouvelle mission au titre de la cotisation obligatoire : le référent déontologie.

L'article 28 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, dans sa rédaction issue de l'article 11 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, précise que :

« Tout fonctionnaire a le droit de consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques mentionnés aux articles 25 à 28. Cette fonction de conseil s'exerce sans préjudice de la responsabilité et des prérogatives du chef de service. ». Ainsi, le référent déontologue donne notamment des conseils en matière de prévention des conflits d'intérêts, d'impartialité, de neutralité, d'intégrité, de dignité dans l'exercice des fonctions, en matière de cumuls d'activités, de secret et discrétion professionnelle. Il prodigue également conseil en matière de laïcité, et recueille les signalements éthiques fait par des éventuels « lanceurs d'alertes ».